

CERCLE TURGOT

Compte-rendu du déjeuner-débat du 14 octobre 2014

**Avec François FILLON
Ancien Premier Ministre – Député de Paris**

**Sur le thème
« Quelle rupture pour notre économie ? »**

Le Président Jean-Louis CHAMBON ouvre le débat en présentant François FILLON sous les applaudissements de la salle.

M. le Premier Ministre, au moment où la période est si complexe aux plans politique, social et fiscal, ce dernier point est ressenti à ce titre dans sa chair.

Notre pays s'inscrit malheureusement sur la pente du déclin et appelle une interrogation sur l'Etat qui prend pour ainsi dire, pardonnez-moi cet euphémisme, de plus en plus de gras.

Je vais vous donner la parole, mais avant je tiens à rappeler que cette rencontre se place sous le patronage du Groupe VIEL & Cie, et de son Président Patrick COMBES, mais également avec la contribution essentielle du Général Jean-Gilles SINTES, véritable cheville ouvrière de ces rencontres.

Je tiens également à excuser l'absence de François PEROL Président du Cercle Turgot, empêché ce jour.

François FILLON, en remerciant l'accueil qui lui réservé, s'interroge en ces termes :

« Comment redonner de l'espoir et redresser ce pays ? »

On est en effet dans une situation très critique. Elle est liée au fait que nous refusons de voir la vérité en face, et singulièrement le changement de modèle qui impose l'essor des nouvelles technologies.

Le chômage connaît une situation tragique, que dis-je, catastrophique.

D'autres ont connu des situations à peu près semblables mais ces pays ont réagi, ce que nous ne faisons pas.

La situation actuelle, il est vrai, ne résulte pas de la seule responsabilité de ce gouvernement.

L'Allemagne a connu aussi des situations difficiles. Le plan de Monsieur SCHRODER a contribué au redressement du pays.

L'Espagne a aussi réagi.

Le seul pays qui depuis 1958 n'a pas bougé c'est la France.

Il y a aussi l'Italie, mais c'est un pays il est vrai toujours en rupture, réelle ou feinte.

Parmi nos réalisations, nous avons mis en œuvre l'autonomie des universités et des réformes fiscales qui ont été audacieuses et puissantes.

Cette rupture a cessé en 2008.

Depuis on s'est rendu compte qu'elle touchait l'ensemble de notre système économique et financier.

Aujourd'hui on est face à un choix vital pour la société française.

Ma conviction est que nous allons vers une catastrophe qui va nous conduire sans doute à une crise politique majeure.

Il y a une autre approche qui se veut celle de l'Etat fort, mais qui a déjà été essayée et qui ne marche pas.

Ce dont on a besoin aujourd'hui c'est de la liberté afin de pouvoir réagir face au nouveau mode de fonctionnement de l'économie.

Il faut donc un choc de liberté !

Avec des mesures prudentes ou homéopathiques, nous n'y arriverons pas. Il faut en vérité un choc réel qui contribuera à changer notre modèle actuel.

Il convient de mettre en place un nouveau système politique. Comment ?

1. Rendre une liberté à chacun de pouvoir travailler pour libérer le travail en France (je vous invite à ce propos à relire l'ouvrage que j'ai écrit en 2006).
 2. Etablir un nouveau Code du travail au plus près des « normes sociales fondamentales ». Tout le reste sera renvoyé au dialogue social dans l'entreprise.
 3. Rendre aux investisseurs l'envie d'investir dans notre pays avec une fiscalité entre 25 et 30 % maximum. Je veux supprimer l'ISF. Ce n'est pas sur ce dernier critère que se jouera l'élection présidentielle.
 4. Retourner vers le quasi plein emploi, c'est-à-dire 5 à 6 % de taux de chômage, le retour à 39 h hebdomadaires, y compris dans de la fonction publique.
Sinon, on s'oriente vers des licenciements massifs.
 5. Faire la chasse aux interventions publiques dont certaines sont néfastes et contreproductives.
Je cite à dessein la question du logement en faisant une comparaison entre l'Allemagne et la France.
- S'agissant de la politique de l'emploi, il faut arrêter celle à l'œuvre qui n'a que pour seul effet de creuser les déficits.
 - La réforme de l'école est absolument nécessaire autour d'une idée simple :
 - de vrais chefs d'établissements, patrons responsables, qui pourront constituer leurs équipes.
 - un développement massif de l'apprentissage.

Je pense que ce choc est de nature à créer une mobilisation générale.

- S'agissant des collectivités locales, deux niveaux d'administration s'imposent à mon sens avec notamment la fusion des départements et régions.

A ce propos, un référendum serait réalisé le jour même des élections législatives, avec des questions simples, notamment la diminution du nombre des parlementaires, cela si l'on veut éviter un accident politique qui est très proche.

En outre, je ne crois absolument pas à l'élection de Madame Marine LE PEN.

Si nous échouons à redresser la situation actuelle du pays, l'accident risque vraiment d'arriver et alors les français voudront véritablement essayer la solution extrême.

Je viens de passer deux jours en Seine Saint-Denis, entre autre à Montfermeil et ce fut pour moi instructif.

- L'autre idée, outre le référendum, est celle d'une concentration des réformes avec un retour à l'équilibre et à la croissance dans les 10 ans.

Tout cela, dans les trois premiers mois qui suivront l'élection présidentielle.

A cet effet, par le truchement d'une loi organique, je proposerai qu'il n'y ait que 10 à 15 ministères et la constitution d'une vraie task-force pour appréhender cette réalité.

Ce programme sera préalablement présenté aux français de manière à favoriser leur décision.

LE DÉBAT

- Christian WALTER intervient le premier pour remercier François FILLON de son exposé. Il lui relate le fait qu'en Ardèche on traite les ronces avec méthode sinon on se retrouve devant un mur de ronces. Alors, le Front National y est assimilable. Pour contrer ses idées qui vont au-delà du seul « Marine LE PEN c'est le diable », il faut donc véritablement ouvrir le débat à ce propos.

François FILLON répond qu'il n'y a pas qu'en Ardèche qu'on ait des ronces.

Le sujet principal est celui de l'immigration et de l'intégration.

A ce propos, je procède de façon méthodique.

J'ai passé du temps dans les mosquées avec les imams.

Cette question est majeure ainsi que celle de la tentation de l'intégrisme.

Ces mosquées sont contrôlées à la fois par l'Algérie, le Maroc ou le Qatar.

La vie au quotidien des gens est un sujet fondamental que nous n'avons pas réussi à régler.

Les gens attendent d'avoir affaire à des élus dignes. Il ne suffit donc pas de diaboliser Marine LE PEN.

- Bertrand COLLOMB intervient pour souligner qu'une des priorités pour changer consiste à dire la vérité. Alors, est-ce que les français ne l'acceptent pas ou est-ce une absence de courage politique ?

Vous avez été Premier Ministre pendant 5 ans et vous aviez d'ailleurs dit à l'époque « je suis à la tête d'un Etat en faillite ».

La réponse de François FILLON est que le système médiatico-politique est expert en évacuation des sujets difficiles.

La première action à engager c'est d'aller au fond du débat avec les journalistes.

Beaucoup trop d'hommes politiques évacuent par peur de la perte de pouvoir ces sujets difficiles.

Les hommes politiques vivent entre eux et les partis politiques sont en fait assez « rabougris » et recroquevillés sur eux-mêmes.

Il ne faut pas susciter les crises mais les engager convenablement.

- Agnès VERDIER-MOLINIE interroge François FILLON : Monsieur le Premier Ministre, sort aujourd'hui le rapport de la Cour des Comptes. Pouvez-vous nous dire le nombre de communes que vous envisagez au plan local par exemple, de même qu'en matière d'intercommunalité ?
Il faut également réduire le nombre des élus.
- Charles GAVE intervient pour préciser que la difficulté de gouverner, comme le disait Richelieu, n'est pas de choisir entre une bonne et une mauvaise décision. C'est plutôt de choisir celle qui favorisera l'intérêt de l'élu, et c'est souvent la décision la plus lâche.

François FILLON répond qu'il souhaite depuis 2006 une fusion des départements et des régions.

Cela passe par une réduction drastique du nombre d'élus.

L'Etat a imposé des contraintes aux collectivités locales et les élus eux-mêmes ont gâché cette décentralisation.

S'agissant des communautés de communes, je ne sais si leur nombre sera de 5000 ou de 7000.

Il faut néanmoins avancer et il s'agit de faire maintenant des soustractions et non plus rajouter des dépenses.

La crise la plus grave de ma vie politique ce n'était pas mon passage à Matignon, mais la fusion au plan local de deux hôpitaux et deux cliniques privées. Cela m'a pris 10 années.

En la matière, il faut que l'Etat accepte que cette collectivité locale soit gérée comme elle l'entend.

A ce titre, le RSA au niveau du département est un échec total. Ce sont les CAF qui assurent la gestion de cette prestation.

On permet donc aux départements de changer le montant d'un département à l'autre.

S'agissant la deuxième question, à savoir la lâcheté en politique, je voudrais citer Margareth TATCHER qui a été réélue au Royaume-Uni parce que les gens ont constaté parce que cela marchait.

- La question de Jean-Gilles SINTES concerne les enjeux de société.
Pierre NORA l'a bien évoqué en son temps. Le journal Challenges de cette semaine vous désigne comme le candidat le plus réformateur. Comptez-vous redonner au secteur marchand les économies réalisées par ailleurs ? Je pense ici au taux de marge des entreprises.
Quelles sont les mesures que vous pensez prendre pour en améliorer la situation ?

François FILLON répond d'abord sur les enjeux de société.

Aucune réponse ne sera apportée tant que l'économie ne redémarrera pas. Cela est la réalité des choses.

Cette question du redémarrage économique est essentielle.

Ce sur quoi j'ai des regrets, c'est la question du temps de travail.

Nous avons contourné la réalité du problème. Il y avait deux solutions :

- Soit la négociation libre avec les entreprises.
- Soit le passage à 37h, puis à 39h à l'époque.

Sur le terrain, la question est très partagée.

Je suis plutôt pour la négociation libre pour les entreprises.

Je regrette aussi de ne pas avoir baissé les charges des entreprises.

Le troisième point est celui du passage de l'âge de la retraite à 65 ans, et là aussi je le regrette également.

*
* *

Au terme des échanges, le Président CHAMBON dit vouloir se faire l'interprète de l'auditoire en remerciant vivement François FILLON pour la qualité de son intervention.

Il est de tradition pour les brillants orateurs, s'ils l'acceptent, de devenir membres d'honneur du Cercle Turgot.

François FILLON dit l'accepter avec joie.

Jean-Louis CHAMBON lui remet donc à cette occasion la « bible » du Cercle Turgot ainsi que le dernier ouvrage du Cercle «Après la récession ... inflation ou déflation» et un présent du Musée de la Chasse.